

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1904

[C — 2009/29281]

26 MARS 2009. — Décret modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Par santé au sens du présent décret, il faut entendre un bien-être physique, mental et social; la santé ne consistant pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. »

2° un alinéa, rédigé comme suit, complète l'article 1^{er} :

« Par firme, il faut entendre toute personne physique ou morale chargée de contrôler le respect des normes de qualité physiques et/ou techniques des appareils utilisés pour la réalisation d'actes de dépistage et autres interventions de médecine préventive conformément aux articles 17bis à 17quater. »

Art. 2. A l'article 2 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 2, § 2, du décret, les termes « ... 12 à... » sont supprimés.

2° un paragraphe 2/1, rédigé comme suit, est ajouté entre le paragraphe 2 et le paragraphe 3 :

« § 2/1. Préalablement à l'adoption d'un nouveau programme quinquennal de promotion de la santé tel que visé au § 1^{er} et au plus tard six mois avant le terme du programme quinquennal en cours, le Conseil supérieur de la Santé remet une évaluation du programme quinquennal précédent rédigée sous son égide.

Cette évaluation inclut au moins l'étude de la qualité et l'efficacité du dispositif mis en place pour la mise en œuvre des grands objectifs du programme et la mesure de l'impact de ce dernier sur la promotion de la santé et le bien-être de la population, ainsi que l'évaluation des mesures définies dans les plans communautaires opérationnels arrêtés par le Gouvernement.

Préalablement à l'adoption d'un nouveau programme quinquennal de promotion de la santé, le Gouvernement présente au Parlement un rapport comprenant cette évaluation et énonçant les mesures qui ont été prises en application des objectifs prioritaires de santé fixés dans le programme sur lequel porte l'évaluation.

Le rapport inclut également les plans communautaires opérationnels arrêtés par le Gouvernement conformément au § 2 et les rapports sur l'exécution du programme quinquennal de promotion de la santé et des plans communautaires opérationnels proposés par le Conseil supérieur de promotion de la santé conformément à l'article 4, § 1^{er}, 3°.

En vue de l'adoption du nouveau programme quinquennal de promotion de la santé, le rapport indique enfin les priorités et les modalités nouvelles d'interventions spécifiques de la Communauté française et indique les recommandations du Conseil supérieur de promotion de la santé émises à ce sujet.

Le Gouvernement détermine les moyens éventuels pour la réalisation de ce rapport. Le Parlement formule ses recommandations quant aux priorités du prochain plan quinquennal de promotion de la santé et les transmet au Gouvernement. »

Art. 3. Dans le même décret, un article 3ter, rédigé comme suit, est inséré :

« L'Administration, sous l'autorité de son fonctionnaire dirigeant, peut récolter et traiter, dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et du secret médical, des données à caractère personnel relatives à la santé dans la mesure strictement nécessaire à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des compétences de la Communauté française en matière de santé.

Le Gouvernement arrête les modalités de récolte et de traitement des données à caractère personnel visées à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 4. Dans l'article 4, § 1^{er}, 2, du même décret, le mot « opérationnel » est inséré entre les mots « plan communautaire » et les mots « de promotion de la santé ».

Art. 5. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, 7, du même décret, les mots « le Comité interprovincial de médecine préventive » sont remplacés par les mots « l'Association des Provinces wallonnes ».

Art. 6. Dans l'article 15, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, du même décret, le mot « opérationnels » est inséré entre les mots « plans communautaires » et les mots « de promotion de la santé ».

Art. 7. Dans l'article 17bis, § 2, alinéa 2, du même décret, le terme « sanitaire » est remplacé par les termes « de santé ».

Art. 8. Dans le chapitre Vbis du même décret, un article 17quater, rédigé comme suit, est inséré :

« § 1^{er}. Le Gouvernement peut agréer des firmes pour procéder aux contrôles de qualité physico-techniques des appareillages des structures visées à l'article 17ter lorsque l'accomplissement desdits contrôles constitue une condition d'agrément et de maintien de l'agrément de ces structures.

§ 2. Le Gouvernement fixe la durée, la procédure et les conditions d'agrément des firmes visées au § 1^{er}, ainsi que les conditions de retrait d'agrément et les modalités de recours. »

Art. 9. Afin de pouvoir procéder à une évaluation du programme quinquennal et à la présentation au Parlement du rapport visé à l'article 2, § 2/1 du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, tel que modifié par le présent décret, le programme quinquennal de promotion de la santé, visé à l'article 2, § 1^{er}, du décret du 14 juillet 1997 précité, couvrant la période 2004-2008, est prolongé à partir du 1^{er} janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2010.

Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, le premier rapport visé à l'article 2, § 2/1, du décret, tel que modifié par le décret du 26 mars 2009 modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, porte sur le programme quinquennal de promotion de la santé couvrant la période 2004-2010.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur au jour de sa publication à l'exception de l'article 9 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 656-1. — Amendements de commission, n° 656-2. — Rapport, n° 656-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 24 mars 2009.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1904

[C — 2009/29281]

26 MAART 2009. — Decreet tot wijziging van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° vóór het eerste lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Onder gezondheid in de zin van dit decreet wordt verstaan een lichamelijk, geestelijk en sociaal welzijn; de gezondheid is niet alleen de afwezigheid van ziekte of gebrekkigheid. »

2° artikel 1 wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt :

« Onder firma wordt verstaan elke natuurlijke of rechtspersoon, belast met het toezicht op de naleving van de fysische en/of technische kwaliteitsnormen van de uitrustingen gebruikt voor de verwezenlijking van handelingen van opsporing en andere handelingen van preventieve geneeskunde overeenkomstig de artikelen 17bis tot 17quater. »

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 2, § 2, van het decreet worden de woorden « 12 tot » geschrapt.

2° tussen §§ 2 en 3 wordt een § 2/1 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2/1. Voorafgaandelijk aan de aanneming van een nieuw vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie, zoals bedoeld in § 1 en ten laatste zes maanden vóór het einde van het lopende vijfjarenprogramma, bezorgt de Hoge Raad voor Gezondheid een evaluatie van het vorige vijfjarenprogramma dat onder zijn bescherming wordt opgemaakt.

Deze evaluatie bevat ten minste de studie van de kwaliteit en de doeltreffendheid van het systeem dat ontwikkeld wordt voor de verwezenlijking van de grote doelstellingen van het programma en het meten van de gevolgen van dit programma op de gezondheidspromotie en het welzijn van de bevolking, alsook de evaluatie van de maatregelen bepaald in de operationele gemeenschapsplannen vastgesteld door de Regering.

Voorafgaandelijk aan de aanneming van een nieuw vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie stelt de Regering het Parlement een verslag voor dat deze evaluatie omvat en de maatregelen vermeldt die genomen werden met toepassing van de prioritaire doelstellingen inzake gezondheid die vastgesteld worden in het programma waarop de evaluatie betrekking heeft.

Het verslag bevat ook de operationele gemeenschapsplannen die door de Regering vastgesteld worden overeenkomstig § 2 en de verslagen over de uitvoering van het vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie en de operationele gemeenschapsplannen voorgesteld door de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie overeenkomstig artikel 4, § 1, 3°.

Met het oog op de aanneming van het nieuwe vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie vermeldt het verslag tenslotte de prioriteiten en de nieuwe nadere regels voor de specifieke tegemoetkomingen van de Franse Gemeenschap, alsook de aanbevelingen van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie uitgebracht op dat gebied.

De Regering bepaalt de mogelijke middelen voor de verwezenlijking van dit verslag.

Het Parlement formuleert zijn aanbevelingen wat betreft de prioriteiten van het volgende vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie en stuurt ze aan de Regering. »

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt een artikel 3^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Het Bestuur, onder het gezag van zijn leidend ambtenaar, kan, met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, persoonsgegevens inzake gezondheid verzamelen en verwerken voor zover dit strikt noodzakelijk is voor de invoering, de opvolging en de evaluatie van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap inzake gezondheid.

De Regering stelt de nadere regels voor de inzameling en de verwerking van persoonsgegevens bedoeld in het eerste lid vast. »

Art. 4. In artikel 4, § 1, 2, van hetzelfde decreet, wordt het woord « operationeel » ingevoegd vóór de woorden « gemeenschapsplan voor gezondheidspromotie ».

Art. 5. In artikel 5, eerste lid, 7, van hetzelfde decreet worden de woorden « Comité interprovincial de médecine préventive » vervangen door de woorden « Association des Provinces wallonnes ».

Art. 6. In artikel 15, eerste lid, tweede zin, van hetzelfde decreet, wordt het woord « operationele » ingevoegd vóór de woorden « gemeenschapsplannen voor gezondheidspromotie ».

Art. 7. In artikel 17^{bis}, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « sanitaire » vervangen door het woord « gezondheid ».

Art. 8. In Hoofdstuk V^{bis} van hetzelfde decreet wordt een artikel 17^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. De Regering kan firma's erkennen om tot de fysieke en technische kwaliteitscontroles over te gaan van de uitrustingen van structuren bedoeld in artikel 17^{ter} wanneer de uitvoering van deze controles een voorwaarde is voor de erkenning en het behoud van de erkenning van deze structuren.

§ 2. De Regering bepaalt de duur, de procedure en de voorwaarden voor de erkenning van de firma's bedoeld in § 1, alsook de voorwaarden voor de intrekking van de erkenning en de nadere regels voor het beroep. »

Art. 9. Om te kunnen overgaan tot een evaluatie van het vijfjarenprogramma en een voorstelling aan het Parlement van het verslag bedoeld in artikel 2, § 2/1 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij dit decreet, wordt het vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie bedoeld in artikel 2, § 1, van het bovenvermelde decreet van 14 juli 1997, waarbij de periode 2004-2008 gedekt wordt, vanaf 1 januari 2009 tot 31 december 2010 verlengd.

In afwijking van artikel 2, § 1, van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, heeft het eerste verslag bedoeld in artikel 2, § 2/1 van het decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009 tot wijziging van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, betrekking op het vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie dat de periode 2004-2010 dekt.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 9, dat op 1 januari 2009 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 maart 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) Zitting 2008-2009.

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 656-1. — Commissieamendementen, nr. 656-2. — Verslag nr. 656-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 maart 2009.